

GRAND EST - SOUTIEN AU SOLAIRE THERMIQUE

► OBJECTIFS

- Contribuer à l'atteinte des objectifs du SRADDET
- Substituer des énergies fossiles
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Soutenir la production d'énergie renouvelable
- Améliorer la qualité de l'air
- Créer de l'activité économique
- Améliorer la rentabilité économique des projets
- Diminuer les charges de production d'eau chaude sanitaire

► TERRITOIRES ELIGIBLES

Tout le territoire de la région Grand Est

► BENEFICIAIRES

Sont éligibles :

- Les collectivités citées ci-après et leurs délégataires : communes, structures intercommunales (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines, métropoles, syndicats intercommunaux)
- Les associations
- Les entreprises, incluant, les grandes entreprises, les exploitations agricoles, les professions libérales, la grande distribution, les professionnels du tourisme (inscrits au registre de la chambre d'agriculture ou en tant que meublé de tourisme)
- Les bailleurs sociaux, au sens de l'article R323-1 du CCH
- Les copropriétés
- Les projets participatifs et citoyens
- Les SCI sont éligibles pour : 1) des projets portant sur des meublés de tourisme 2) des projets dont l'usage n'est pas destiné à du logement. Dans ce dernier cas, la SCI doit être une émanation d'un bénéficiaire listé ci-dessus.

Ne sont pas éligibles :

- Les particuliers à titre individuel
- Les Conseils Départementaux, l'Etat et les autres établissements publics
- Les ASL (associations syndicales libres), les associations établissements de santé ou sociaux ou médico-sociaux
- La promotion immobilière, les SCI, les bailleurs privés
- Les projets portés par des fournisseurs d'énergie obligés (selon le code de l'énergie I.221-1) (hors délégation pour le compte d'une collectivité)

► PROJETS ELIGIBLES

NATURE DES PROJETS :

Production d'eau chaude par capteurs solaires

Exclusion des installations réalisées dans le cadre de l'atteinte des performances attendues par la réglementation en vigueur.

METHODE ET CRITERES DE SELECTION

Productivité solaire prévisionnelle d'au moins 350 kWh/m² pour un système solaire combiné (SSC) et 450 kWh/m² pour un chauffe-eau solaire collectif (CESC).

Vérification de la qualité et du bon dimensionnement des projets à l'instruction.

Mise en place obligatoire d'un comptage thermique et du nombre d'heures de fonctionnement sur le circuit solaire, et comptage des volumes d'eau chaude consommés pour contrôle des performances à l'usage.

Cas spécifique des projets participatifs et citoyens

Les projets devront respecter les principes suivants :

- ancrage local,
- investissement citoyen non spéculatif,
- mode de gouvernance transparent et démocratique,
- dimension pédagogique affirmée,
- engagement durable dans les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie.

Pour être reconnu comme participatif et citoyen, le projet impliquera au minimum 20 citoyens.

Le niveau d'aide sera modulé en fonction de la maîtrise de la gouvernance : citoyenne, directement ou via une société intermédiaire, ou non ; ex : financement de dette par l'intermédiaire d'une plateforme.

L'installation pourra être réalisée sur tout type de bâtiments quel que soit son niveau de performance.

La société porteuse du projet pourra adopter le statut juridique le plus adapté au mode de gouvernance souhaité par les actionnaires du projet ; ex : SAS, SCIC.

► DEPENSES ELIGIBLES

Tous les équipements de captage, transfert, stockage, régulation, raccordement à l'existant, comptage et suivi, la main d'œuvre, la maîtrise d'œuvre.

Non éligibles : les systèmes d'appoint séparés du stockage solaire (ballons électriques, chaudières, etc.), la distribution de chaleur vers les usages.

► NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

Pour les entreprises et en application du régime d'aide SA.59108, le montant subventionnable est déterminé après déduction du coût d'une solution de référence correspondant à un investissement similaire, moins respectueux de l'environnement et de même capacité en terme de production effective d'énergie.

Pour le secteur privé (hors copropriété), l'aide s'appliquera uniquement sur les locaux qui ne sont pas à usage d'habitation. Dans le cas d'une installation desservant des locaux professionnels et des habitations, le calcul de l'aide sera effectué au prorata de la surface des locaux éligibles au dispositif.

Etude pour une surface de capteurs inférieure à 25 m² ou pour le cas copropriétés:

- **Nature :** subvention avance remboursable à taux zéro
- **Section :** investissement fonctionnement
- **Taux maxi :** 50% pour les grandes entreprises,
 60% pour les moyennes entreprises,
 70% pour les autres bénéficiaires.
- **Plafond de l'assiette éligible :** 3 500 € d'assiette par bâtiment étudié

Investissement pour une surface inférieure à 25 m² :

- **Nature :** subvention avance remboursable à taux zéro
- **Section :** investissement fonctionnement
- **Taux maxi** sur montant éligible (plafond du montant éligible 1 200 €HT/m²) ;
 - pour les collectivités : 50%, 55% ou 60% selon le potentiel financier et l'effort fiscal de la commune par rapport aux moyennes de la strate,
 - pour les entreprises incluant les exploitations agricoles, les professionnels du tourisme : 50% (sauf grandes entreprises à 40 %, dans le respect du régime cadre en vigueur, notamment le régime cadre exempté de notification SA.59108 relatif aux aides pour la protection de l'environnement,
 - pour les associations : 60 %
 - pour les copropriétés : 50 %.
 - Pour les projets participatifs et citoyens : 60 %

Investissement pour une surface supérieure à 25 m² :

➤ **Cas général :**

Règles : « Fonds chaleur » de l'ADEME

L'instruction des dossiers sera faite par l'ADEME.

➤ **Cas des copropriétés :**

- **Nature :** subvention avance remboursable à taux zéro
- **Section :** investissement fonctionnement
- **Taux maxi :** 50 % maximum sur montant éligible. Plafond du montant éligible 1 100 €HT/m² et 120 m² de surface de capteurs

	Surface	Plafond du Montant Eligible	Taux d'aide maxi sur montant éligible
Collectivités / Associations Bailleurs sociaux	≤ 25 m ²	1 200 €/m ²	60 % Modulé pour les collectivités: 50 %,55 % ou 60 % selon le potentiel financier et l'effort fiscal de la commune par rapport aux moyennes de la strate
	> 25 m ²	Fonds chaleur Ademe	
Entreprises <small>respect du régime cadre exempté de notification en vigueur SA40405</small>	≤ 25 m ²	1 200 €/m ²	50 % pour petites et moyennes 40 % pour grandes
	> 25 m ²	Fonds chaleur Ademe	
Co propriétés	≤ 25 m ²	1 200 €/m ²	50%
	> 25 m ² et < 120 m ²	1 100 €/m ²	50%

Les solutions hybrides seront étudiées au cas par cas en fonction des besoins identifiés des porteurs de projets. Une étude de faisabilité pourra être demandée.

► LA DEMANDE D'AIDE

LES PORTEURS DE PROJETS SONT INVITES A PRENDRE CONTACT LE PLUS EN AMONT POSSIBLE DES PROJETS AVEC L'INTERLOCUTEUR DE LA REGION CORRESPONDANT A LA LOCALISATION DU PROJET :

Site de Strasbourg : 03 88 15 66 33

Site de Metz : 03 87 33 61 40

Site de Châlons : 03 26 70 66 08

TOUTE DEMANDE DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE LETTRE D'INTENTION

Selon le lieu d'implantation du projet, la demande d'aide doit être adressée :

- Territoires des Maisons de la Région de Saverne/Haguenau, Strasbourg, Sélestat, Mulhouse,

Monsieur le Président du Conseil Régional
Région Grand Est
Service Transition Energétique
1 Place Adrien Zeller - BP 91006
67070 STRASBOURG Cedex
Tél : 03 88 15 66 33

Selon le lieu d'implantation du projet, la demande d'aide doit être adressée :

- Territoires des Maisons de la Région de Thionville/Longwy, Metz, Nancy, Epinal,
Monsieur le Président du Conseil Régional
Région Grand Est
Service Transition Energétique
Place Gabriel Hocquard - CS 81004
57036 METZ Cedex 01
Tél : 03 87 33 61 40
- Territoires des Maisons de la Région de Charleville-Mézières/Verdun, Châlons-en-Champagne, Troyes/Chaumont, Saint-Dizier/Bar-le-Duc,
Monsieur le Président du Conseil Régional
Région Grand Est
Service Transition Energétique
5 rue de Jéricho - CS 70441
51037 CHALONS-EN-CHAMPAGNE Cedex
Tél : 03 26 70 66 08

La demande devra impérativement être transmise **avant engagement des travaux** et comprendre :

- Une lettre d'intention;
- Fiche-projet à remplir. Document disponible sur le site www.climaxion.fr. Cette fiche-projet et les annexes demandées récapitulent les informations techniques et administratives du projet;
- Les devis ou CCTP et DPGF des lots concernant l'opération;
- Le plan de financement et le planning prévisionnel de l'opération;
- Un RIB.

Suivant la nature du porteur de projet, des éléments complémentaires seront demandés :

- Pour les communes : La délibération du conseil municipal ou intercommunautaire pour l'opération faisant l'objet de la demande ;
- Pour les associations : Statuts;
- Pour les entreprises : N°SIRET et extrait Kbis ;
- Pour les agriculteurs: tout document attestant de l'inscription au registre de la chambre d'agriculture;
- Pour les gîteurs et les hébergements touristiques : copie de l'attestation de classement ou une copie de la déclaration de meublés faite en mairie ;
- Pour les copropriétés : Le règlement de copropriété et une copie du procès verbal validant l'opération ;

La date de réception par la Région de la lettre d'intention doit être antérieure à la date de démarrage de l'opération.

► ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE :

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région dans tout support de communication. Il s'engage également à la pose d'un « panneau réalisation » sur le site de l'opération, qui lui sera fourni par et la Région.

► MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE

- Les modalités de versement seront précisées dans les décisions attributives de subvention.

► MODALITÉS DE REMBOURSEMENT EVENTUEL DE L'AIDE

- Emission d'un titre de recettes pour toute opération non conforme et trop perçu au titre des acomptes de subvention.

► SUIVI – CONTRÔLE

- Mise en place obligatoire d'un comptage thermique et du nombre d'heures de fonctionnement sur le circuit solaire, et comptage des volumes d'eau chaude consommés pour contrôle des performances à l'usage.
- L'utilisation de l'aide octroyée fera l'objet d'un contrôle systématique portant en particulier sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

► RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

- Dispositif d'aide pris en application du régime d'aide exempté n° SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020.

► DISPOSITIONS GENERALES

- L'instruction ne pourra débuter que si le dossier est complet.
- Dès lors que le dossier est réputé complet par l'instructeur, le maître d'ouvrage est autorisé à démarrer l'opération : dans l'hypothèse où le dossier serait retenu, c'est à compter de cette date que les dépenses engagées pourront être prises en compte. Toutefois, il est précisé que cette autorisation de démarrage ne vaut pas promesse de financement et ne présage en rien la décision qui sera prise par le Conseil Régional Grand Est à l'issue de l'instruction du dossier.
- Le versement d'une aide régionale (ou son renouvellement) ne constitue en aucun cas un droit acquis.
- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, la Région conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt régional du projet.
- L'aide régionale (ou son renouvellement) ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par l'organe délibérant compétent.
- L'attribution d'une aide se fait dans la limite des crédits votés au cours de l'exercice d'attribution de l'aide.